



Paris, le 10 Janvier 2017

Ateliers « cartons » : ou comment déménager avec un klaxoon

On le sait, le ministère de la culture n'est pas avare de réunions pour rien. Dans ce registre-là celle réunie le 6 janvier dernier par le service des affaires financières et générales (SAFIG) fut un grand moment. L'administration avait convoqué les représentants du personnel pour les « informer » des évolutions du projet « Camus », projet global de déménagement des administrations centrales.

Ainsi, l'hypothèse proposée par la Culture mais retenue par la Direction de l'immobilier de l'État, de déplacer 200 à 300 agents aux archives sur quelque 5 000 m² est connue depuis l'automne dernier. Sans surprise, malgré les protestations des organisations syndicales et l'inquiétude des personnels, l'administration poursuit sur sa lancée, invariablement.

L'invention du jour tenait en la création d'ateliers thématiques à votre adresse. Soyez donc rassurés : vous allez pouvoir vous inscrire dans cinq ateliers de 18 agents représentatifs des différentes directions centrales et échanger sur vos modes et espaces de travail, votre vivre ensemble, votre culture et mode de représentation professionnelles. Grâce à l'excellence d'une AMO (assistance à la maîtrise d'ouvrage), on va vous faire pianoter des quizz, vous faire travailler en groupe et vous projeter des vidéos de déménagements (d'ailleurs sans rapport avec le vôtre). Mais surtout on vous donnera à jouer du « Klaxoon », merveilleux outil interactif fourni par le prestataire, qui « permet, sur la base de contenus, de proposer des activités simples, ludiques et efficaces » : bref on vous donne l'opportunité de miser l'avenir de votre vie professionnelle sur une consultation de dupe.

La réunion se voulait exemplaire de la représentativité du personnel et de son administration, mais : la direction du patrimoine et la DGLFLF, premières concernées, n'étaient pas représentées et le cabinet n'avait même pas été convié.

Personne ne sait rien, personne n'est responsable de rien :

- la vente de Pyramides : c'est pas moi, c'est l'autre, en l'occurrence la nouvelle direction de l'immobilier de l'État, feu « France Domaines ». Aura-t-on trouver un nouvel hébergement avant d'avoir vendu la rue des Pyramides, on l'espère. Sinon ce sera 200 agents au trottoir, l'ordinateur sur les genoux, accroupis sous les arcades Rivoli ;
- le bail onéreux de la rue Beaubourg : prolongé jusqu'à épuisement et ouverture d'un hébergement sûr. Merci ;
- les dates : on envisage un premier mouvement de « resserrement » des bureaux aux Bons-Enfants dès la fin 2017, pour un achèvement en 2019.

Aucun agent du ministère ne demandait à déménager, si ce n'est la DGCA pour des raisons explicites. Mais profiter du besoin ponctuel d'une délégation pour brader un immeuble emblématique et entraver le développement intelligent d'une institution, est une malhonnêteté de l'État, confortée par son ministère de la Culture assujetti.

Ateliers ou pas, ce qu'on ne sait toujours pas et qui est certainement la question primordiale : qui va où, qui part d'où, qui se serre où ? Le patrimoine aux archives ou la DGCA ? La DGLFLF, tellement compressée, se dissoudra t-elle dans une Agence (agence de la langue française pour la cohésion sociale) ? Bref, vous ne pouvez pas le savoir aujourd'hui, mais vous serez peut-être le premier à être délogé.

Aucune proposition de scénario n'a été faite par le SAFIG à partir desquelles on pourrait effectivement se projeter un tout petit peu. Le champ est libre : on vous invite soudain, à partir de rien, à construire votre monde professionnel de demain.

Nous dénonçons :

- cette consultation anarchique, car comment l'administration pourra-t-elle répondre à des demandes qu'elle aura elle-même sollicitées alors qu'elle est tenue par sa propre contrainte de 5 000 m² non extensibles : les choses ont été prises à l'envers et il y a fort à craindre que ce soit légèrement la chienlit
- cette consultation populiste qui décrédibilise des instances et des représentants du personnel démocratiquement élus. Le secrétariat général, ainsi, au lieu de permettre au CHSCT de remplir ses missions, dans la diversité de sa représentativité, le relègue, au pire, à recevoir sans frais une simple information, au mieux, à donner un « avis » qu'aucune autorité ne prendra d'ailleurs en compte.

De plus, l'oubli et le mépris affichés du travail conséquent conduit précédemment lors d'un premier projet de déménagement de la DGCA dans le cadre du CHSCT par un groupe de travail dédié, est inadmissible : nous avons demandé que celui-ci ressorte des cartons des ressources humaines le plus rapidement possible pour conforter le débat.

Ne pas nourrir le dialogue social, décrédibiliser vos instances et vos représentants, dans la période actuelle, c'est envoyer un très mauvais signe. On ne voit que trop les démagogues de tout poil user et abuser de la stratégie populiste du référendum pour ne pas s'inquiéter d'une telle dérive.

Que l'administration laisse donc travailler vos représentants : agents d'administration direction centrale, que nous représentons au nom du droit, nous ne vous laisserons pas abuser par des méthodes irresponsables.

Et, ainsi, nous refusons toute forme de procédure démagogique, capable de spolier vos droits et vos avenir. En particulier, cette consultation qui vous est offerte dès aujourd'hui.

Nous redemandons que soient conduites de vraies politiques culturelles au sein des administrations centrales, et non pas des solutions opportunistes, mercantiles et mettant à nouveau à bas notre Patrimoine.

**OUI
À DE VRAIES POLITIQUES CULTURELLES
AU SEIN DES ADMINISTRATIONS CENTRALES !**

**NON
À LA VENTE DE NOTRE PATRIMOINE,
NON A LA CASSE DE NOS MISSIONS !**